Grant Thornton
An instinct for growth™

AMIC
Association Marocaine des Investisseurs en Capital

DIAGNOSTIC : CAPITAL AMORÇAGE & RISQUE AU MAROC

Partenaires

CDG
صندوق الإيداع والتدبير
CAISSE DE DÉPÔT ET DE GESTION

CIH BANK

Technopark

WORLD BANK GROUP

Décembre 2018

Contexte et objectifs de l'étude

Etat des lieux

L'écosystème entrepreneurial au Maroc entame aujourd'hui sa **phase de structuration**, porté par une volonté étatique forte et une prise de conscience commune considérant **l'entrepreneuriat comme étant un levier réel de développement de l'économie marocaine.**

En effet, depuis 2013, avec la naissance d'organisations ayant fédéré les premières start-ups, deux principales contraintes ont été relevés par les entrepreneurs :

Des formules de financement inadaptées aux besoins de ces entreprises durant leurs différentes phases de développement.

Une absence d'encadrement qui biaiserait l'appréciation de ces entreprises par les grands donneurs d'ordre des secteurs publics et privés

Actions phares

Dans ce contexte, et après près de deux ans de travail en concertation rapprochée avec l'ensemble des parties prenantes de cet écosystème, la **Caisse Centrale de Garantie** a lancé, en octobre 2017, le Fonds Innov Invest, d'une taille globale de **500 Mdhs dont 300 Mdhs injectés directement dans 4 fonds d'investissement : Azur Innovation, Green Innov Invest, Maroc Numeric Fund II et Seaf Morocco Growth.** Le reliquat, soit **560 Mdh**s, a été mobilisé auprès de bailleurs de fonds nationaux et internationaux. Le **montant total des fonds sous gestion ,** dans le cadre d**'Innov Invest,** se monte à **860 Mdhs.** Parallèlement, une poche a été allouée aux structures d'accompagnement pour le financement de leurs programmes de mentorat, incubation et accélération des startups.

- Pour accompagner cette dynamique, l'Association Marocaine des Investisseurs en Capital (AMIC) a mis en place en novembre 2016, une **Commission Amorçage**, afin de travailler de façon collégiale avec l'ensemble des composantes de cet écosystème et mettre en place un cadre optimal pour le développement du financement en amorçage risque au Maroc.

- La Commission Amorçage a mandaté le **cabinet Grant Thornton** pour élaborer un diagnostic à la lumière d'un benchmark sur les meilleures pratiques en cours dans des pays comparables au Maroc afin d'énoncer des recommandations.

Démarche de l'étude

Identification et rencontre des différentes parties prenantes de l'écosystème Amorçage

Analyse des résultats

Elaboration du diagnostic de l'écosystème

Benchmark des best practices internationales

Identification des recommandations par acteur

Priorisation des actions à mettre en place et formalisation de la feuille de route

Acteurs rencontrés

Incubateurs/Accélerateurs

Casablanca

LaFactory by ScreenDy

R&D MAROC
الجمعية المغربية للبحث التنموي
ASSOCIATION MAROCAINE POUR LA RECHERCHE-DEVELOPPEMENT
Association reconnue d'utilité publique

Start Up Maroc

moroccan CISE

enactus

Cabinets d'avocats

JURILEX
Conseil juridique - Partenariats - Déontologie

Sayarh & Menjra
Cabinet d'avocats

BOUKHRIS LAW CORPORATE ATTORNEYS

Ministères

Royaume du Maroc
Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie Numérique
المملكة المغربية
وزارة الصناعة والتجارة والإستثمار والإقتصاد الرقمي

وزارة الإقتصاد والمالية
Ministère de l'Economie et des Finances

Universités et centres de recherche

جامعة محمد الخامس بالرباط
Université Mohammed V de Rabat

Fonds d'investissement

OUTLIERZ VENTURES

Azur Partners

Maroc Numeric Fund

BENCHMARK DES BEST PRACTICES

Benchmark des “best practices”

	Tunisie	Egypte	Rwanda	Kenya	Turquie	Chili	Malaisie
Instigateur du dynamisme de l’écosystème	En 2018, un **groupement d’intérêt économique** élabore un « Startup Act »	En 2011, de **jeunes diplômés** créés leurs startups	En 2000, le **président Paul Kagamé** lance une structure de pilotage et d’opérationnalisation de la vision	En 2007, avec les **success stories** kenyanes: M-Pesa et Ushahidi	Le **gouvernement turc** avec l’instauration de mesures fiscales	En 2010, le **gouvernement** lance l’accélérateur « Startup Chile »	En 1996, le **gouvernement** créé une zone économique spéciale pour les NTIC
Bonne pratique nationale retenue	**STARTUP ACT** - **Article de Loi** mis en place en adéquation avec la stratégie de développement nationale « Tunisie digitale 2020 »	**IDEATION MARATHON** - **Concours régional** ayant pour objectif de sélectionner les meilleures solutions innovantes aux problématiques sociétales en Egypte et dans le monde	**VISION 2020** - **Vision nationale** résultant d’un processus consultatif ayant duré 3 ans et impliqué toutes les forces vives de la société rwandaise	**KONZA CITY** - **Ville connectée** à 50 Km de Nairobi, qui s’inscrit dans la vision digitale du pays *ICT Autority*, organisme de régulation et de contrôle indépendant du secteur des NTIC	**INVEST ON BOARD** - **Open innovation** mis en place par Turkish Airlines pour développer l’écosystème des start-ups	**START-UP CHILE** - **Incubateur et accélérateur** public de start-ups innovantes avec pour objectif d’attirer des porteurs de projets internationaux	**MaGIC** - **Centre académique** entièrement dédié à l’innovation et à la créativité implanté à *Cyberjaya,* et étant incontournable dans l’écosystème entrepreneurial malais
Sponsor de la bonne pratique	**Ministère de la communication et de l’économie numérique**	**Centre d'innovation technologique et d'entrepreneuriat** égyptien	**Président Paul Kagamé** à travers le « Rwanda Development Board »	Le **gouvernement kenyan** dans le cadre de la vision « Kenya 2030 »	**Turkish Airlines**	**Gouvernement chilien**	**Ministère des Finances**

CONSTATS ET RECOMMANDATIONS

DIAGNOSTIC
– VOLET JURIDIQUE ET FISCAL –

	CONSTATS	PRINCIPALES RECOMMANDATIONS
JURIDIQUE	**Absence** d'une **définition juridique** de la start-up **Rigidité et inadaptation des formes juridiques** **Lourdeur de la procédure de la loi sur les OPCC pour les fonds dédiés à l'amorçage** **Absence d'instruments financiers adaptés** aux start-ups (stock-options, BSA, OCA et autres) **Lourdeur et complexité** de la procédure relative à la **liquidation judiciaire** **Lourdeur et complexité** des procédures liées à l'**internationalisation des start-ups** **Difficultés** pour attirer les **talents étrangers**	**Définition de la start-up à l'instar de la « Junior Entreprise » en France** : Création d'une charte, d'un label et d'un statut juridique autour de la start-up marocaine afin de bénéficier d'aides, de subventions et d'avantages fiscaux mais également pour faire profiter l'écosystème des synergies de groupe Adaptation de la réglementation juridique des **instruments financiers convertibles** aux start-ups (stock-options, BSA, OCA) **Ajustement** de la **réglementation des changes et de** l'export pour l'internationalisation des start-ups **Adaptation des statuts CFC** pour accueillir les start-ups étrangères installées au Maroc ou marocaines ayant des activités à l'export **Mise en place d'une procédure de liquidation simplifiée propre à la start-up** (réduction de la durée de la procédure, allègement des documents administratifs à fournir, création de structures de défaisance et autres) sous certaines conditions.
FISCAL	**Inadaptation du système fiscal à la start-up et au fondateur** **Manque d'incitatifs** fiscaux aux investissements en **R&D**	**Adaptation du système fiscal à la start-up et au fondateur** Stock-options Exonérations fiscales à la création de jeunes entreprises innovantes « start-ups » Exonération de la TVA ou report de TVA sans pénalité Exonération d'IR pour les salariés de la start-up

DIAGNOSTIC
– VOLET FINANCEMENT –

CONSTATS

Financement limité dû à l'aversion au risque des investisseurs

Faible liquidité des investissements dans les start-ups

Absence d'un modèle standard de contrat d'investissement pour le financement en amorçage

Communication insuffisante sur les aides publiques liées au financement des start-ups

Faible budget alloué à la R&D au sein des universités

Faible dynamisme des Business Angels

Absence de **plateformes** opérationnelles de **crowdfunding**

Enjeu de **l'autonomie financière des entrepreneurs**

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

Création d'un marché secondaire pour les participations de seconde main permettant aux investisseurs de disposer de portefeuilles **déjà matures et moins risqués**, et qui renforce la liquidité des actions détenues dans les start-ups

Centralisation de l'information relative aux aides publiques adressées aux porteurs de projets innovants

Mise en place d'un **système d'encouragement financier des chercheurs** sur la base du nombre de publications et de dépôts de brevets (thèse CIFRE, subvention des coûts de dépôts de brevets)

Promotion de sources alternatives de financement au profit des jeunes porteurs de projets innovants (Fonds d'investissement, Plateformes de prévente et autres)

Mobilisation des acteurs politiques pour l'accélération du **vote de la loi sur le crowdfunding**

Structuration du réseau des Business Angels

Mise en place de **bourses de vie pour les entrepreneurs** ne disposant pas de ressources suffisantes

DIAGNOSTIC
– VOLET CULTURE –

CONSTATS	PRINCIPALES RECOMMANDATIONS
Implication insuffisante des entrepreneurs expérimentés dans l'encadrement des start-ups (mentoring, giving back et autres)	Mise en place d'un système de **certification des mentors et experts** dans l'accompagnement des start-ups **Stimulation de la créativité et de l'imagination** à travers la multiplication d'actions d'initiation aux principes de l'innovation et de la créativité dans des centres dédiés aux jeunes (centres culturels, centres d'initiation artistique, bibliothèques, musées et autres) **Sensibilisation des grandes entreprises sur les opportunités offertes par les start-ups en termes de transformation numérique** et de projets innovants / Mise en contact des entreprises avec les start-ups **Définition d'un plan de communication** autour des startups ayant réussi leurs projets d'innovation Constitution d'une base de données des start-ups marocaines Sélection des success stories Entretiens avec les entrepreneurs Publication d'articles périodiques (via des magazines et les réseaux sociaux)
Normes sociales et culturelles non favorables à l'entrepreneuriat et la prise de risque	
Faible implication des grandes entreprises et des fondations privées dans l'écosystème « Open Innovation »	
Visibilité insuffisante des success stories des entrepreneurs marocains	

DIAGNOSTIC
– VOLET SUPPORT –

CONSTATS	PRINCIPALES RECOMMANDATIONS
Faible soutien financier public aux structures d'accompagnement	Renforcement du **soutien public aux structures d'accompagnement et d'accélération** des porteurs de projet (financier, technique, mise en relation et autres)
Fragilité financière des structures d'accompagnement limitant le soutien aux entrepreneurs	**Renforcement de la communication** autour **des prestations** proposées **par les structures d'accompagnement** aux grandes entreprises (conseil, coaching, formations et autres)
Absence d'un cadre de coordination pour les structures d'accompagnement (incubation, accélération, mentoring et autres)	**Création d'une fédération** pour les structures d'accompagnement
Programmes d'accompagnement non adaptés aux étudiants universitaires	**Adaptation des programmes d'incubation** aux contraintes des étudiants (horaires, charge de travail et autres)
Sourcing de projets **insuffisant**	**Communication plus importante autour des appels à projets** et des concours d'innovation
Manque d'interactions entre les entreprises, les universités, les investisseurs et les entrepreneurs	**Création de bureaux de transfert de technologies** (TTO) assurant les interactions entre les entreprises, les universités et les centres de recherche et création d'un cadre adéquat pour le transfert de technologie
Difficultés d'accès à l'**expertise** (avocats, conseils et autres)	Multiplication des actions de **mise en relation des acteurs** de l'écosystème et des experts avec **les porteurs de projets** (forums, startup week-ends, conférences et autres)

DIAGNOSTIC
– VOLET CAPITAL HUMAIN –

CONSTATS

Manque de soft skills et de compétences Business (sens des affaires) chez les porteurs de projets

Faible sensibilisation des étudiants à l'esprit d'entrepreneuriat et à la démarche d'innovation

Frein à l'entrepreneuriat lié aux **inégalités en termes de "capital social"** (réseaux, capacité d'adaptation et autres)

Programmes et orientation scolaires non adaptés aux enjeux et aux métiers d'avenir

Absence de statut de chercheur permettant d'accéder à des ressources dédiées (thèse)

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

Mettre en place des plateformes de formation à destination des entrepreneurs permettant l'accès à une base de données et à une liste d'experts/coachs en mesure d'accompagner la mise à niveau des porteurs de projets sur des thématiques variées (finance, marketing, communication, business plans et autres)

Elaboration d'un programme national pour le développement de l'esprit entrepreneurial dans les établissements d'enseignement

Renforcement de la participation des opérateurs privés dans les programmes d'enseignement (Universités et Instituts de formation)

Réforme de l'éducation nationale dans le sens d'une meilleure adéquation aux métiers d'avenir

Mise en place d'un statut «Chercheur» permettant de disposer de ressources financières, techniques et administratives suffisantes pour promouvoir l'innovation

DIAGNOSTIC
– VOLET MARCHE –

CONSTATS	PRINCIPALES RECOMMANDATIONS
Aucun accès aux marchés publics	**Analyse et simplification des procédures d'accès aux marchés publics** **Définition de quotas dans les appels d'offres publics** afin de permettre aux start-ups d'avoir une chance d'obtenir des contrats **Allègement des conditions d'accès des start-ups aux marchés stratégiques** (banques, assurances, services financiers) **Incitation et sensibilisation des grandes entreprises à la collaboration avec les start-ups** (par le biais d'un label, d'une charte, simplification des procédures ou autres) -> Small Buyer Act, business cases **Définition, au niveau des contrats de service, des clauses portant sur des modalités de paiement adaptées aux start-ups** : paiement d'acomptes, paiement à la livraison du service et autres Création d'une **base de données exhaustive des startups** opérant au Maroc et leurs offres de produits/services **Accompagnement des start-ups par les grandes entreprises marocaines** ou les multinationales locales dans l'accès aux **marchés internationaux** sous forme de **contrats de sous-traitance** à titre d'exemple
Marché local (*corporate*) **réduit** pour les start-ups	
Délais de paiement longs et préjudiciables à la survie des start-ups	
Barrière à l'entrée pour des marchés stratégiques (grands comptes)	
Absence de réseaux structurés de start-ups et de leurs produits / services	
Absence d'appui pour l'accès aux **marchés internationaux**	

FEUILLE DE ROUTE 2019-2021

FEUILLE DE ROUTE 2019-2021
Cartographie des recommandations

2021

Mise en place d'un **marché secondaire** pour l'échange de parts de capital des start-ups

Création d'**Innovation Bonds**

Adaptation des statuts CFC pour accueillir les start-ups étrangères installées au Maroc ou marocaines ayant des activités à l'export

2020

Dispositions relatives à la **liquidation des start-ups** (Médiation, accélération des procédures, structures de défaisance)

Réforme de la SAS, du **statut OPCC** (conditions, flexibilité, capital, procédure et autres) et/ou véhicules dédiés

Définition de la start-up et de son statut juridique

Réglementation des **instruments financiers convertibles** (Stock-options, OCA, BSA et autres)

2019

Utilisation de **la plateforme CGEM – Gouvernement** fédérant les acteurs de l'écosystème pour développer et les interlocuteurs concernés du gouvernement pour la mise en place d'**une vision commune et pérenne** pour la promotion de l'entrepreneuriat et de l'innovation

Mise en place d'un **système d'aide aux créateurs d'entreprises**

Modèle de contrat d'investissement dédié à l'amorçage (type Safe Note ou AIR)

Adaptation du système fiscal à la start-up et au fondateur

Adaptation du système fiscal pour tous les investisseurs

Mise en place de **quotas dans les marchés publics** adressés aux start-ups

Augmentation de la dotation d'achats en devises pour les start-ups labellisées et simplification des paiements électroniques en devises (Office des Changes)

2019 **2020** **2021**

Grant Thornton

An instinct for growth™

grantthornton.global

© 2018 Fidaroc Grant Thornton. All rights reserved.

'Grant Thornton' refers to the brand under which the Grant Thornton member firms provide assurance, tax and advisory services to their clients and/or refers to one or more member firms, as the context requires. Grant Thornton International Ltd (GTIL) and the member firms are not a worldwide partnership. GTIL and each member firm is a separate legal entity. Services are delivered by the member firms. GTIL does not provide services to clients. GTIL and its member firms are not agents of, and do not obligate, one another and are not liable for one another's acts or omissions.